

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
Cours Massena - CS 82205
06605 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
25	22	3

N° de la séance : 10

Objet de la délibération : Direction
Développement de la Technopole Sophia
Antipolis - Soutien au développement
territorial et animation - Réseaux et
acteurs de l'accompagnement -
Attribution de subventions

<input checked="" type="checkbox"/> Original <input type="checkbox"/> Expédition certifiée conforme à l'original Pour le Président, Le Directeur Général des Services Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : BC.2021.050

Date de la convocation :
Le 13/04/2021

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **26 AVR. 2021**

de la réception s/Préfecture
en date du **22 AVR. 2021**

Pour le Président,
La Responsable de Service


Corinne SAINTE

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU BUREAU
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 19 avril 2021

L'an deux mil vingt et un et le 19 avril à 10h30, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L. 5211-1, L. 2121-10 et L. 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Espaces du Fort carré – avenue du 11 novembre à Antibes, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan Les Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Lionnel LUCA, Joseph CESARO, Jean-Pierre DERMIT, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Emmanuel DELMOTTE, Jean-Pierre CAMILLA, François WYSZKOWSKI, Thierry OCCELLI, Jean-Pierre MASCARELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Marc Malfatto, Jean-Paul ARNAUD, Georges TOSSAN, René TRASTOUR, Alexis ARGENTI

ABSENTS :

Kevin LUCIANO, Frédéric POMA, Dominique TRABAUD

Monsieur LEONETTI,

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis est engagée en faveur des acteurs du développement économique de Sophia Antipolis.

L'Incubateur PACA-Est, créé en 2000, fait partie des 29 incubateurs académiques sélectionnés et subventionnés par le Ministère en charge de la Recherche. Il exerce en particulier une mission relative à la création d'entreprises innovantes, et donc d'emplois à haute valeur ajoutée, en se concentrant sur la valorisation des compétences et le transfert des technologies issus des laboratoires universitaires et organismes de recherche publics.

L'Incubateur Télécom Paris Eurecom Entrepreneurs a été créé en mai 2006, à Sophia Antipolis. Télécom Paris s'est implanté sur la technopole en se rapprochant de sa filiale Eurecom, et a donné naissance à l'Incubateur Télécom Paris Eurecom Entrepreneurs.

L'incubateur assure une mission de détection et d'accompagnement de projets de création d'entreprises innovantes sur le territoire de Sophia Antipolis, mais également à soutenir les créateurs au niveau de la logistique, de l'hébergement et de l'accompagnement individuel.

Télécom Valley est une association professionnelle qui regroupe les principaux acteurs des Technologies de l'Information et de la Communication de Sophia Antipolis. La mission de Telecom Valley est de dynamiser l'industrie du numérique dans la Région, en s'appuyant sur le réseau de compétences que constituent les adhérents de l'association et ses partenaires. Telecom Valley gère également un FabLab (Fabrication Laboratory – plateforme technologique de mise à disposition d'outils, de machines, de savoir-faire pour tous types d'ateliers de fabrication et de prototypage, numérique ou traditionnel).

Le Réseau Entreprendre Côte d'Azur exerce une mission d'accompagnement des entrepreneurs dans la création d'entreprises à fort potentiel de croissance et d'emplois grâce à des prêts personnels de 35 K€ en moyenne, pour une durée de 5 ans et un accompagnement fort proposé par les membres bénévoles de l'association.

Recherche et Avenir exerce une mission de rapprochement des Laboratoires de Recherche publique et des PME/TPE. Ce dispositif vise à stimuler l'innovation des entreprises grâce aux compétences des laboratoires et à favoriser l'emploi des étudiants et en particulier des jeunes docteurs au sein du tissu économique local.

Les acteurs de l'accompagnement participent depuis de nombreuses années au développement, au rayonnement et à l'attractivité de Sophia Antipolis à travers des actions spécifiques :

- Concours : Semaine du Cerveau, Workshop annuel REA, etc.
- Accompagnement des étudiants entrepreneurs à travers le programme « PEPITE » et le Challenge Jeunes Pousses,
- Sélection et accompagnement de projets de créations d'entreprises innovantes selon des critères propres ou les critères d'innovation de la BPI,
- Ateliers, workshop et conférences,
- Participation aux événements organisés par la Direction Développement de la Technopole Sophia Antipolis.

Les principaux objectifs de ces structures s'alignent sur la stratégie de développement économique et d'attractivité territoriale de Sophia Antipolis. En effet, les objectifs pour l'année 2021 de ces structures sont les suivants :

- **Favoriser l'essor de nouvelles entreprises innovantes sur le territoire de Sophia Antipolis selon les modalités propres de chaque structure**
- **Participer à l'animation de l'écosystème de Sophia Antipolis à travers des événements réguliers**
- **Contribuer à la démarche de marketing territorial de la technopole**
- **Participer au développement de projets structurants de la CASA**

C'est dans ce contexte que les structures présentées sollicitent de la part de la C.A.S.A. les montants suivants :

	Budget total actions 2021 de la structure	Montant sollicité en 2021	Montant proposé en 2021	Ratio subvention CASA / budget structure
Incubateur Paca-Est	1 146 400 €	65 000 €	65 000 €	5,7 %
Incubateur Telecom Paris Eurecom Entrepreneurs	323 572 €	90 000 €	90 000 €	28 %
Telecom Valley	388 860 €	60 000 €	55 000 €	14 %
Réseau Entreprendre Côte d'Azur	526 650 €	15 000 €	13 000 €	2,5 %
Recherche et Avenir	318 450 €	10 000 €	10 000 €	3%

Les indicateurs de performance de chacun de ces acteurs seront définis au sein des conventions d'attribution de la subvention.

Les projets de subvention aux acteurs de l'accompagnement représentent un coût global de 233 000€ pour la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis.

Vu la délibération du Conseil Communautaire n° CC.2020.006 du 17 juillet 2020 par laquelle le Bureau a reçu délégation du Conseil pour prendre toutes décisions, à l'exception des décisions budgétaires, en matière de subvention à accorder ;

Il est donc proposé au Bureau Communautaire :

- d'approuver les montants des subventions aux acteurs de l'accompagnement et de leurs projets, et de leur octroyer une subvention globale de 233 000 €, à répartir comme suit :
 - Incubateur Paca-Est 65 000,00 €
 - Incubateur Telecom Paris Eurecom Entrepreneurs 90 000,00 €
 - Telecom Valley 55 000,00 €
 - Réseau Entreprendre CA 13 000,00 €
 - Recherche et Avenir 10 000,00 €
- d'approuver les termes des conventions se rapportant à l'attribution des subventions aux Réseaux et acteurs de l'accompagnement, dont les projets sont joints en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ces conventions ainsi que tout document nécessaire à la bonne exécution de cette délibération ;
- d'imputer la dépense au Chapitre 65 de la Section de Fonctionnement du Budget Principal en 2021 ; budget de la Direction Développement de la Technopole Sophia Antipolis.

LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'approuver les montants des subventions aux acteurs de l'accompagnement et de leurs projets, et de leur octroyer une subvention globale de 233 000 €, à répartir comme suit :

• Incubateur Paca-Est	65 000,00 €
• Incubateur Telecom Paris Eurecom Entrepreneurs	90 000,00 €
• Telecom Valley	55 000,00 €
• Réseau Entreprendre CA	13 000,00 €
• Recherche et Avenir	10 000,00 €
- d'approuver les termes des conventions se rapportant à l'attribution des subventions aux Réseaux et acteurs de l'accompagnement, dont les projets sont joints en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ces conventions ainsi que tout document nécessaire à la bonne exécution de cette délibération ;
- d'imputer la dépense au Chapitre 65 de la Section de Fonctionnement du Budget Principal en 2021 ; budget de la Direction Développement de la Technopole Sophia Antipolis.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 19 avril 2021
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI

CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE AVEC L'ASSOCIATION INCUBATEUR PACA EST

Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Monsieur Jean LEONETTI agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Président conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 19 avril 2021 ;

Ci-après désignée **C.A.S.A.**

ET

L'Association dénommée « Association Incubateur PACA-Est » régie par la Loi du 1er juillet 1901, ayant pour but d'aider à la création d'entreprises, dont le siège social est situé à C/O Business Pôle, 1047 route des Dolines, 06560 VALBONNE, représentée par Monsieur Laurent LONDEIX agissant au lieu et place de l'association en sa qualité de Président, conformément aux statuts de l'association ;

Ci-après désignée **Incubateur PACA-Est**

EXPOSE

Vu l'arrêté préfectoral en date du 10 décembre 2001 portant création de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, celle-ci exerce, au titre de ses compétences obligatoires, celle liée au développement économique.

Créé en juillet 2000, l'Incubateur PACA-Est fait partie des 29 incubateurs académiques sélectionnés et subventionnés par le Ministère en charge de la Recherche.

L'Incubateur PACA-Est exerce en particulier une mission relative à la création d'entreprises innovantes, et donc d'emplois à haute valeur ajoutée, en se concentrant sur la valorisation des compétences et le transfert des technologies issus des laboratoires universitaires et organismes de recherche publics.

A cet égard, l'Incubateur PACA-Est participe à la politique de développement économique du territoire.

Dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, la C.A.S.A. souhaite soutenir cette structure.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'Incubateur PACA-Est s'engage, en référence aux orientations de politiques publiques mentionnées en préambule, à mettre en œuvre les objectifs suivants :

1. Accompagner des créateurs d'entreprises innovantes en lien avec la recherche publique

- 2. Participer à la structuration de l'écosystème des start-ups sophilopolitaines**
- 3. Faciliter l'ancrage des projets en post-incubation sur le territoire sophilopolitain, notamment la transition des projets post-incubation vers le Business Pôle et apporter des compétences auprès des startups hébergées au Business Pôle, en partenariat et complémentarité avec l'équipe de la Direction du Développement de la Technopole Sophia-Antipolis**
- 4. Participer au développement de projet structurants de la CASA**
- 5. Contribuer à la démarche de marketing territorial de la technopole.**

Les indicateurs de performance quantitatifs et qualitatifs de mesure d'attente des objectifs sont les suivants :

1. Concernant l'accompagnement des créateurs d'entreprises innovantes

- Nombre de projets entrés en incubation
- Liste, activités et nombre des projets incubés au Business Pôle
- Liste et nombre des projets incubés sur le territoire C.A.S.A avec leur localisation

2. Concernant la participation à la structuration de l'écosystème des start-ups sophilopolitaines

- Un bref descriptif des événements proposées aux incubés en identifiant ceux mutualisées avec les hébergés du Business Pôle (comprenant le nombre de participants et la satisfaction de ceux-ci)
- Le nombre de participations aux réunions et ateliers sur sollicitation de la CASA

3. Concernant l'ancrage des projets post-incubation sur le territoire sophilopolitain

- Liste des Entreprises intéressées par des surfaces au Business Pôle dans les 3 mois précédant leur sortie d'incubation
- Liste et localisation des entreprises à la sortie de l'incubateur ayant élu domicile sur le territoire de la C.A.S.A

4. Concernant la participation au développement de projets structurants de la CASA

- Appui aux équipes de la Direction de la Technopole Sophia-Antipolis dans leurs travaux pour mieux identifier les acteurs de l'écosystème, les faire travailler ensemble et contribuer à l'attractivité du territoire
- Participation, sur sollicitation, aux discussions, ateliers et réflexions prospectives sur la programmation du futur Pôle de l'Innovation
- Participation active à la démarche « Horizon Sophia » : implication dans un rôle d'ambassadeur et de mobilisateur, participation(s) aux ateliers débats et aide à la structuration en tant que de besoin.

Par ailleurs, concernant la démarche de marketing territorial de la technopole, le partenaire s'engage à respecter les attendus suivants :

- L'affichage du logo Sophia Antipolis sur les supports de communication en lien avec l'action subventionnée et sur le site Internet de l'incubateur Paca Est
- L'analyse des retombées presse et media de l'ensemble de ces activités : transmission d'une revue de presse en annexe du bilan final de l'opération
- La contribution au site Internet Sophia Antipolis par l'ajout des événements organisés par l'incubateur et le partage du listing des entreprises incubées (sous réserve d'accords de ces dernières).
- La remontée de sujets ou d'actualités concernant les entreprises incubées susceptibles de faire l'objet d'articles thématiques dans la presse nationale et/ou spécialisée et qui pourront être relayés via l'agence de presse de la Technopole Sophia-Antipolis.
- Le référencement du site Internet « www.sophia-antipolis.fr » sur le site Internet de l'incubateur, les publications et la mention des comptes de Sophia Antipolis sur les réseaux sociaux Twitter et pages Facebook et LinkedIn de la technopole) en lien avec les actions subventionnées.
- Sollicitation ponctuelle, sur demande de la CASA, des incubés dans le cadre de réceptions de délégations d'entreprises ou d'institutionnels intéressées par la technopole.
- Relayer auprès des startups incubées les informations transmises par la CASA concernant la participation à des salons professionnels (Ex : CES Las Vegas, Vivatech...)

En contrepartie, la CASA s'engage à soutenir financièrement le partenaire pour la réalisation de son programme d'actions 2021.

ARTICLE 2 : DUREE

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire. Elle est conclue pour l'année 2021.

Durant cette période, l'association s'engage à notifier à la C.A.S.A. tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.

ARTICLE 3 : DETERMINATION DES COÛTS DE L'ACTION

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à : 1 146 400 € conformément au budget prévisionnel figurant en annexe (comptes 60 à 68).

L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action.

ARTICLE 4 : ASSURANCE

L'Incubateur PACA-Est reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. est de 65 000 €. (Sous réserve arbitrage budgétaire)

Cette subvention sera versée en 2 temps : 70 % soit 45 500 € à compter de la date d'exécution de la présente convention, les 30 % restant soit 19 500 € seront versés si les conditions prévues aux articles 6 et 7 sont respectées et au regard des objectifs réalisés.

La subvention sera créditée au compte de l'association par mandat administratif.

ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATION FINALE

6.1 – Bilan final

L'incubateur PACA-Est s'engage à fournir un bilan de la mise en œuvre de l'action subventionnée, au plus tard, le 30 novembre 2021.

Sur la base de ce bilan, la C.A.S.A. procèdera conjointement avec l'Incubateur à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action dans le courant du dernier trimestre 2021.

De plus, l'Incubateur invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

6.2 - Commission paritaire

En cas de difficulté constatée dans la réalisation de l'action subventionnée, une commission paritaire, entre la C.A.S.A. et l'association, se réunira dans un délai de 2 mois après l'envoi d'une lettre recommandée de l'une des parties faisant état des difficultés. Cette commission devra identifier les difficultés et les éventuelles solutions à mettre en œuvre. Dans les cas où aucune solution ne serait trouvée durant la période de référence de la convention, la C.A.S.A. mettra en œuvre les procédures référencées aux articles 8 et 11.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR

L'incubateur PACA-Est s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.

- Plus particulièrement, L'incubateur PACA-Est remettra chaque année à la C.A.S.A son bilan et compte de résultat ainsi que l'annexe comptable. En outre, il communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert-comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.
- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 30 juin au plus tard de l'année 2022. Si l'incubateur PACA-Est est soumis à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, il s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

ARTICLE 8 : SANCTIONS

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par l'Incubateur Paca-Est, et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.

L'Incubateur PACA-Est s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

La C.A.S.A. se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1^{er}, la C.A.S.A. pourra exiger le reversement des sommes, conformément aux dispositions de l'article 8.

ARTICLE 10 : AVENANTS

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 12 : ELECTION DU DOMICILE

Le tribunal administratif territorialement compétent connaîtra les éventuelles contestations nées de l'application de la présente convention.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le

En deux exemplaires

Pour l'Association Incubateur PACA-Est
Le Président,

Pour la Communauté d'Agglomération
Sophia Antipolis
Le Président,

Laurent LONDEIX

Jean LEONETTI

2. Budget prévisionnel de l'association/structure

Si l'exercice de l'association est différent de l'année civile, préciser les dates de début et de fin d'exercice. Le total des charges doit être égal au total des produits.

Exercice 2021		date de début : 01/01/21	date de fin : 31/12/21
CHARGES	Montant ⁵	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
DEPENSES IMPREVUES		EXEDENT ANTERIEUR REPORTE	
60 – Achats	334 686	70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	296 400
Prestations Incubés	330 000	013-Atténuation de charges	
Achats matières et fournitures	4 686	74- Subventions d'exploitation ⁶	667 000
Autres fournitures		Etat : Ministère de la recherche	371 000
61 - Services extérieurs	83 688		
Locations loyer	65 040	-	
Entretien et réparation	13 860	Région PACA	100 000
Assurance	2 478		
Documentation + séminaires	2 310	Département(s) : 06	
62 - Autres services extérieurs	77 875	-	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	26 250	Intercommunalité(s) : EPCI ⁷ et communes	
Publicité, publication	10 500	- CAPAP – NCA - TPM - CANNES	71 000
Déplacements, missions	23 531	- CASA	65 000
Services bancaires, cotisations	13 245		
Affranchissement, téléphone	4 349		
63 - Impôts et taxes	10 305	Autres Subventions (détailler) :	
Impôts et taxes sur rémunération,	10 820	-	
Autres impôts et taxes		Subventions ponctuelles	60 000
64- Charges de personnel	505 110		
Rémunération des personnels,	339 000	L'agence de services et de paiement (ex CNASEA, emploi aidés)	
Charges sociales,	166 110		
Autres charges de personnel			
65- Autres charges exceptionnelles	21	75 - Autres produits de gestion courante	68 000
66- Charges financières		Cotisations membres	68 000
68- Dotation aux amortissements		76 - Produits financiers	
68- Dot P Dépréciation cptes incubés	134 200	78 - Reprises provisions dépréciation douteux	115 000
		79 – Transferts de Charges	
CHARGES INDIRECTES			
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	1 146 400	TOTAL DES PRODUITS	1 146 400
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES ⁸			
86- Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestations en nature	
Personnel bénévole		Dons en nature	
TOTAL	1 146 400	TOTAL	1 146 400

⁵ Ne pas indiquer les centimes d'euros.

⁶ L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicitées.

⁷ Catégories d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre : communauté de communes, communauté d'agglomération, communauté urbaine.

⁸ Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n°99-01, prévoit a minima une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité, mais en engagements « hors bilan » et « au pied » du compte de résultat.

CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE AVEC L'INCUBATEUR TELECOM PARIS EURECOM ENTREPRENEURS

Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Monsieur Jean LEONETTI agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Président conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 19 avril 2021 ;

Ci-après désignée **C.A.S.A.**

ET

Télécom Paris, école de l'Institut Mines Télécom, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, régi par le décret n° 2012-279 du 28 Février 2012, dont le siège social est situé 19 place Marguerite Perey – 91 120 Palaiseau, représenté par Monsieur Nicolas Gladys, Président, pour le compte de son incubateur Télécom Paris Eurecom Entrepreneurs, sis au Business Pôle, 1047 route des Dolines, Allée Pierre Ziller, 06560 Valbonne ;

Ci-après désignée « **Télécom Paris** »

EXPOSE

Vu l'arrêté préfectoral en date du 10 décembre 2001 portant création de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, celle-ci exerce, au titre de ses compétences obligatoires, celle liée au développement économique.

Télécom Paris, au-delà de ses activités d'enseignement, de recherche et de formation continue, a fait de la création d'entreprises un de ses axes stratégiques, depuis plus de dix ans. Ainsi, pour soutenir les futures entreprises et les porteurs de projets, Télécom Paris s'est doté d'un incubateur à Paris puis d'un second incubateur, implanté sur la technopole Sophia-Antipolis en 2006, baptisé Télécom Paris Eurecom Entrepreneurs, en se rapprochant de sa filiale Eurecom,

A cet égard, Télécom Paris participe à la politique de développement économique en s'engageant, par le biais de son incubateur, à assurer une mission de détection et d'accompagnement de projets de création d'entreprises innovantes sur le territoire de Sophia Antipolis, mais également à soutenir les créateurs au niveau de la logistique, de l'hébergement et de l'accompagnement individuel.

Dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, la C.A.S.A. souhaite soutenir l'incubateur Télécom Paris Eurecom Entrepreneurs.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, Télécom Paris par le biais de l'Incubateur Télécom Paris Eurecom Entrepreneurs s'engage à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, les objectifs suivants :

- 1. Participer à l'animation et la structuration de l'écosystème des start-ups sophilopolitaines**
- 2. Formaliser une nouvelle offre d'accompagnement en incubation (i) en renforçant les partenariats avec les laboratoires et organismes de recherche locaux et (ii) en définissant un positionnement complémentaire à celui des incubateurs du territoire, en particulier l'incubateur Paca-Est**
- 3. Organiser un événement sur le Capital Risque, à destination des incubés et des startups du Business Pôle, courant 2021, en présentiel (sous réserve de faisabilité en fonction des contraintes sanitaires liées à la pandémie de la Covid) ou en format « phygital »**
- 4. Mettre en avant l'excellence académique locale (en particulier Eurecom) dans l'ensemble de ses communications**
- 5. Participer au développement de projet structurants de la CASA**
- 6. Contribuer à la démarche de marketing territorial de la technopole.**

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement Télécom Paris pour la réalisation de ces objectifs.

Les indicateurs de performance quantitatifs et qualitatifs de mesure d'attente des objectifs sont les suivants :

- 1. Concernant la participation à l'animation et la structuration de l'écosystème des start-ups sophilopolitaines**
 - Un bref descriptif des animations proposées aux incubés en identifiant celles mutualisées avec les hébergés du Business Pôle (comprenant le nombre de participants et la satisfaction de ceux-ci)
 - Le nombre de participations aux réunions et ateliers sollicitées par la CASA
- 2. Concernant la formalisation d'une nouvelle offre d'accompagnement en incubation**
 - Nombre de projets présentés en comité d'incubation et validés par le bureau décisionnel,
 - Liste, activités et nombre de projets incubés au Business Pôle
 - Liste et nombre de projets incubés sur le territoire de la CASA avec leur localisation
- 3. Concernant l'organisation d'un événement sur le Capital Risque :**
 - Un compte-rendu détaillé de l'évènement proposé aux incubés et mutualisé avec les hébergés du Business Pôle (comprenant le nombre de participants et la satisfaction de ceux-ci)
- 4. Concernant la mise en avant de l'excellence académique locale (en particulier Eurecom) dans l'ensemble de ses communications**
 - Faire connaître les projets de recherche développés sur le territoire sophilopolitain

5. Concernant la participation au développement de projet structurants de la CASA

- Appui aux équipes de la Direction de la Technopole Sophia-Antipolis dans leurs travaux pour mieux identifier les acteurs de l'écosystème, les faire travailler ensemble et contribuer à l'attractivité du territoire
- Participation, sur sollicitation, aux discussions, ateliers et réflexions prospectives sur la programmation du futur Pôle de l'Innovation
- Participation active à la démarche « Horizon Sophia » : implication dans un rôle d'ambassadeur (mobilisateur & animateur), participation aux ateliers débats et aide à la structuration et à l'animation en tant que de besoin.

6. Concernant la démarche de marketing territorial de la technopole

- L'affichage du logo Sophia Antipolis sur les supports de communication en lien avec l'action subventionnée et sur le site Internet de l'incubateur Télécom Paris Eurecom Entrepreneurs et de Télécom Paris
- L'analyse des retombées presse et media de l'ensemble de ces activités : production d'1/2 page d'analyse et transmission des coupures presse en annexe du bilan final de l'opération
- La contribution au site Internet Sophia Antipolis par le partage du listing des entreprises incubés, l'ajout des événements organisés par l'incubateur
- La remontée de sujets ou d'actualités concernant les entreprises incubées susceptibles de faire l'objet d'articles thématiques dans la presse nationale et/ou spécialisée et qui pourront être relayés via l'agence de presse de la Technopole Sophia-Antipolis.
- Le référencement du site Internet « www.sophia-antipolis.fr » sur le site Internet de l'incubateur, les publications et la mention des comptes de Sophia Antipolis sur les réseaux sociaux (Twitter et pages Facebook et LinkedIn de la technopole) en lien avec les actions subventionnées.
- Mobilisation ponctuelle, sur demande de la CASA, des incubés pour recevoir les délégations d'entreprises ou d'institutionnels intéressés par la technopole.
- Mobilisation, sur demande, des adhérents de l'incubateur dans des salons professionnels auxquels la CASA participe.

ARTICLE 2 : DUREE

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire. Elle est conclue pour l'année 2021.

En cas de non réalisation dans ce délai, la C.A.S.A se réserve le droit de demander le remboursement de tout ou partie de la subvention.

Durant cette période, l'incubateur s'engage à notifier à la C.A.S.A. tout retard pris dans l'exécution. Télécom Paris s'engage à notifier toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.

ARTICLE 3 : DETERMINATION DES CÔUTS DE L'ACTION

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à 323 571 € conformément au budget prévisionnel figurant en annexe (comptes 60 à 68).

Télécom Paris s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action.

ARTICLE 4 : ASSURANCE

L'Incubateur Télécom Paris Eurecom Entrepreneurs reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. est de 90 000 €.

Cette subvention sera versée en 2 temps : 70 % soit 63 000 € à compter de la date d'exécution de la présente convention, les 30 % restant soit 27 000 € seront versés si les conditions prévues aux articles 5 et 6 sont respectées et au regard des objectifs réalisés.

La subvention sera créditée au compte de Télécom Paris par mandat administratif.

ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATION FINALE

6.1 – Bilan final

L'incubateur s'engage à fournir un bilan de la mise en œuvre de l'action subventionnée, au plus tard, le 30 novembre 2021.

Sur la base de ce bilan, la C.A.S.A. procédera conjointement avec l'Incubateur à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action dans le courant du dernier trimestre 2021.

De plus, l'Incubateur invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

6.2 - Commission paritaire

En cas de difficulté constatée dans la réalisation de l'action subventionnée, une commission paritaire, entre la C.A.S.A. et Telecom Paris, se réunira dans un délai de 2 mois après l'envoi d'une lettre recommandée de l'une des parties faisant état des difficultés. Cette commission devra identifier les difficultés et les éventuelles solutions à mettre en œuvre. Dans les cas où aucune solution ne serait trouvée durant la période de référence de la convention, la C.A.S.A. mettra en œuvre les procédures référencées aux articles 8 et 11.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR

Télécom Paris s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.
- Plus particulièrement, Télécom Paris remettra chaque année à la C.A.S.A son bilan et compte de résultat ainsi que l'annexe comptable. En outre, il communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert-comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.
- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 30 juin au plus tard de l'année 2022. Si Télécom Paris est soumis à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, il s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

ARTICLE 8 : SANCTIONS

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par Télécom Paris, et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.

L'Incubateur Télécom Paris Eurecom Entrepreneurs et Télécom Paris s'engagent à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

La C.A.S.A. se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1er, la C.A.S.A. pourra exiger le reversement des sommes, conformément aux dispositions de l'article 8.

ARTICLE 10 : AVENANTS

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1er.

ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 12 : ELECTION DE DOMICILE

Le tribunal administratif territorialement compétent connaîtra les éventuelles contestations nées de l'application de la présente convention.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le

En deux exemplaires

Pour l'incubateur
Télécom Paris,
Le Président

Pour la Communauté d'Agglomération
Sophia Antipolis,
Le Président

Nicolas GLADY

Jean LEONETTI

5. Budget¹ de l'association

Année 2021 ou exercice du 01/01/2021.. au 31/12/2021..

Budget supplémentaire -
demande pluriannuelleSuppression du budget -
demande pluriannuelle

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	31 000	70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	48 071
Achats matières et fournitures	11 000	73 - Dotations et produits de tarification	
Autres fournitures	20 000	74 - Subventions d'exploitation ²	275 500
		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf. 1ère page	
61 - Services extérieurs	72 071		
Locations	71 071		
Entretien et réparation			
Assurance		Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation	1 000		
62 - Autres services extérieurs	89 000	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	75 000		
Publicité, publication	10 000		
Déplacements, missions	4 000	Communes, communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires, autres		CASA	90 000
63 - Impôts et taxes	0	CAPG	5 000
Impôts et taxes sur rémunération			
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel	131 500	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels	131 500	L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales		Autres établissements publics	171 000
Autres charges de personnel		Aides privées (fondation)	9 500
65 - Autres charges de gestion courante		75 - Autres produits de gestion courante	0
		756. Collations	
		758. Dons manuels - Mécénat	
66 - Charges financières		76 - Produits financiers	
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements à réaliser sur ressources affectées		78 - Reprises sur amortissements et provisions	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés		79 - Transfert de charges	
TOTAL DES CHARGES	323 571	TOTAL DES PRODUITS	323 571
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE³

86 - Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860 - Secours en nature		870 - Bénévolat	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole		875 - Dons en nature	
TOTAL	0	TOTAL	0

¹ Ne pas indiquer les centimes d'euros.² L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs.³ Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n° 99-01, prévoit *a minima* une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité, mais « au pied » du compte de résultat ; voir notice.

CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE AVEC L'ASSOCIATION TELECOM VALLEY

Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Monsieur Jean LEONETTI agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Président conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 19 avril 2021 ;

Ci-après désignée **C.A.S.A.**

ET

L'Association dénommée TELECOM VALLEY par la Loi du 1er juillet 1901, ayant pour but de dynamiser l'industrie du numérique dans la Région, dont le siège social est situé C/O Business Pôle, 1047 route des Dolines, 06560 VALBONNE, représentée par Monsieur Frédéric BOSSARD et Monsieur Franck LAVAGNA agissant au lieu et place de l'association en leur qualité de Co-Président, conformément aux statuts de l'association ;

Ci-après désignée **Telecom Valley**

EXPOSE

Vu l'arrêté préfectoral en date du 10 décembre 2001 portant création de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, celle-ci exerce, au titre de ses compétences obligatoires, celle liée au développement économique.

Telecom Valley est une association professionnelle, à but non lucratif, qui regroupe les principaux acteurs des Technologies de l'Information et de la Communication de Sophia Antipolis. La mission de Telecom Valley est de dynamiser l'industrie du numérique dans la Région, en s'appuyant sur le réseau de compétences que constituent les adhérents de l'association et ses partenaires.

En outre, Telecom Valley a initié en 2014 un FabLab (Fabrication Laboratory – plateforme technologique de mise à disposition d'outils, de machines, de savoir-faire pour tous types d'ateliers de fabrication et de prototypage, numérique ou traditionnel), en partenariat avec l'Université Nice Sophia Antipolis et l'association Pobot (Club de Robotique de Sophia Antipolis)

A cet égard, Telecom Valley participe à la politique de développement économique en contribuant à soutenir les entreprises locales du secteur du numérique, à partager le savoir et les compétences de ce secteur, à favoriser l'entrepreneuriat étudiant et à faire émerger des projets collaboratifs. Par ailleurs, elle contribue au rayonnement et à l'attractivité du territoire à travers l'animation du monde numérique azuréen et les actions de communication idoines.

Dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, la C.A.S.A. souhaite soutenir cette structure.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, Telecom Valley s'engage, en référence aux orientations de politiques publiques mentionnées en préambule, à mettre en œuvre les objectifs suivants :

1. Animer l'écosystème des start-ups sophilopolitaines

- Par le biais des 12 communautés thématiques qui se réunissent notamment dans le but de partager les savoirs et les compétences, et de faire émerger des projets collaboratifs ;
- En encourageant l'entrepreneuriat pour les étudiants par l'organisation et le suivi du Challenge Jeunes Pousses : concours qui a pour objectif de sensibiliser les étudiants (de niveau bac+4) à l'entrepreneuriat dans le domaine de l'innovation et de créer une passerelle entre le monde académique et le monde industriel.

2. Développer un lien plus étroit avec la French Tech Côte d'Azur impliquant une veille active sur l'association et ses projets et une meilleure visibilité de l'écosystème azuréen des start-ups au niveau national et international.

3. Positionner l'outil FabLab « SoFAB » comme un outil de développement de l'écosystème sophilopolitain

- Animation du FabLab et en particulier l'organisation et le suivi du Trophée Objets Connectés et Services, en lien avec l'animation Telecom Valley (Concours de création d'objets connectés et de développement de services associés, en équipes mixtes étudiants / professionnels).
- Réalisation d'une étude prospective analysant les attentes des entreprises sophilopolitaines sur le FabLab et identifiant, le cas échéant, de nouvelles offres de service dédiées à mettre en place
- Réflexion sur un « Design Thinking Lab », - lieu d'émulation dérivé du FabLab SoFAB pour accompagner l'émergence de projets, – pour le Pôle de l'innovation.

4. Permettre à la Direction du Développement de la Technopole Sophia Antipolis de présenter ses missions et les points-forts du territoire aux membres de l'association à l'occasion d'un ou plusieurs événements organisés par cette dernière.

5. Participer au développement de projet structurants de la CASA

6. Contribuer à la démarche de marketing territorial de la technopole.

Les indicateurs de performance quantitatifs et qualitatifs de mesure d'atteinte de ces objectifs sont les suivants :

1. Concernant l'animation de l'écosystème azuréen :

- Actions de recrutement de nouveaux membres et de fidélisation des membres
- Nombre d'événements réalisés sur la technopole et nombre de participants / adhérents
- La mesure et l'analyse de la satisfaction des intervenants et participants ayant pris part à ces activités
- Participation aux événements organisés par la CASA : conférences, présentations, séances de networking...
- Nombre de candidatures du territoire reçues pour les événements / concours organisés
- Nombre de participants au Challenge Jeunes Pousses
- Fournir la liste des entreprises participant à chacune des communautés thématiques.

2. Concernant le lien plus étroit avec la French Tech Côte d’Azur :

- Nombre d’actions communes pour l’organisation ou la participation à des actions en faveur des entreprises du numérique
- Nombre d’actions portées par une communication d’une seule voix

3. Concernant le FabLab :

- Nombre d’étudiants/entreprises/créateurs accompagnés et nombre de séquences organisées
- Production d’une note sur les attentes des entreprises sopolitaines quant au FabLab
- Production d’une note argumentée et opérationnelle concernant la mise en place d’un « Design Thinking Lab » au sein du Pôle de l’innovation
- Plus spécifiquement, sur le Trophées Objets Connectés et Services :
 - Nombre d’équipes engagées
 - Typologie des projets (objets + services) développés
 - Moyens engagés
 - Impact de ce Trophée en communication pour le territoire sopolitain et ses entreprises

4. Concernant la présentation des missions de la Direction du Développement de la Technopole Sophia Antipolis, au moins une invitation annuelle lors d’un événement s’adressant à l’ensemble des adhérents.

5. Concernant la participation au développement de projet structurants de la CASA

- Appui aux équipes de la Direction de la Technopole Sophia-Antipolis dans leurs travaux pour mieux identifier les acteurs de l’écosystème, les faire travailler ensemble et contribuer à l’attractivité du territoire
- Participation, sur sollicitation, aux discussions, ateliers et réflexions prospectives sur la programmation du futur Pôle de l’Innovation
- Participation active à la démarche « Horizon Sophia » : implication dans un rôle d’ambassadeur (mobilisateur & animateur), participation aux ateliers débats et aide à la structuration et à l’animation en tant que de besoin.

6. Concernant le marketing territorial :

- L’affichage du logo Sophia Antipolis sur les supports de communication en lien avec l’action subventionnée et sur le site Internet de Telecom Valley.
- L’analyse des retombées presse et media de l’ensemble de ces activités : production d’1/2 page d’analyse et transmission des coupures presse en annexe du bilan final de l’opération
- La contribution au site Internet Sophia Antipolis par le partage du listing des membres de l’Association et l’organisation d’une réunion de travail aux fins de compléter l’annuaire des entreprises de la technopole du site et l’ajout des événements de Telecom Valley sur le site et le partage d’actualités sur les activités de l’Association.
- La remontée de sujets ou d’actualités concernant les membres de l’association susceptibles de faire l’objet d’articles thématiques dans la presse nationale et/ou spécialisée et qui pourront être relayés via l’agence de presse de la Technopole Sophia-Antipolis.

- Le référencement du site Internet « www.sophia-antipolis.fr » sur le site Internet Telecom Valley, les publications et la mention des comptes de Sophia Antipolis sur les réseaux sociaux (@Sophia50ans et pages Facebook et LinkedIn de la technopole) en lien avec les actions subventionnées.
- Mobilisation ponctuelle, sur demande de la CASA, des adhérents de l'Association pour recevoir les délégations d'entreprises ou d'institutionnels intéressés par la technopole.
- Mobilisation, sur demande, des adhérents de l'Association dans des salons professionnels auxquels la CASA participe.

Telecom Valley invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

ARTICLE 2 : DUREE

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire. Elle est conclue pour l'année 2021.

Durant cette période, l'association s'engage à notifier à la C.A.S.A. tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.

ARTICLE 3 : DETERMINATION DES COUTS DE L'ACTION

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à **388 860 € TTC** (dont 297 772 € TTC pour les actions d'animation et 91 089 € TTC pour le fonctionnement du SoFab.), conformément au budget prévisionnel figurant en annexe (comptes 60 à 68).

L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action.

ARTICLE 4 : ASSURANCE

Telecom Valley reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. est de 55 000 €.

Cette subvention sera versée en 2 temps : 70 % soit 38 500 € à compter de la date d'exécution de la présente convention, les 30 % restant soit 16 500 € seront versés si les conditions prévues aux articles 5 et 6 sont respectées et au regard des objectifs réalisés.

La subvention sera créditée au compte de l'association par mandat administratif.

ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATION FINALE

6.1 – Bilan final

Telecom Valley s'engage à fournir un bilan de la mise en œuvre de l'action subventionnée, au plus tard, le 30 novembre 2021.

Sur la base de ce bilan, la C.A.S.A. procèdera conjointement avec l'association à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action dans le courant du dernier trimestre 2021.

De plus, Telecom Valley invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

6.2 - Commission paritaire

En cas de difficulté constatée dans la réalisation de l'action subventionnée, une commission paritaire, entre la C.A.S.A. et l'association, se réunira dans un délai de 2 mois après l'envoi d'une lettre recommandée de l'une des parties faisant état des difficultés. Cette commission devra identifier les difficultés et les éventuelles solutions à mettre en œuvre. Dans les cas où aucune solution ne serait trouvée durant la période de référence de la convention, la C.A.S.A. mettra en œuvre les procédures référencées aux articles 8 et 11.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR

Telecom Valley s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.
- Plus particulièrement, Telecom Valley remettra chaque année à la C.A.S.A son bilan et compte de résultat ainsi que l'annexe comptable. En outre, il communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert-comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.
- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 30 juin au plus tard de l'année 2022. Si Telecom Valley est soumis à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, il s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

ARTICLE 8 : SANCTIONS

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par Telecom Valley, et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.

Telecom Valley s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

La C.A.S.A. se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à

des fins autres que celles mentionnées à l'article 1^{er}, la C.A.S.A. pourra exiger le reversement des sommes, conformément aux dispositions de l'article 8.

ARTICLE 10 : AVENANTS

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 12 : ELECTION DU DOMICILE

Le tribunal administratif territorialement compétent connaîtra les éventuelles contestations nées de l'application de la présente convention.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le

En deux exemplaires

Pour l'association
Telecom Valley,
Le Président & le Co-Président

Pour la Communauté d'Agglomération
Sophia Antipolis,
Le Président

Franck LAVAGNA
Frédéric BOSSARD

Jean LEONETTI

BUDGET GLOBAL PREVISIONNEL TELECOM VALLEY 2021

Intitulé des dépenses (TTC)	BUDGET	Ressources (TTC)	BUDGET	%
60 – Achats		74 – subventions d'exploitation		
605 - Achats de matériels, équipements	13 650 €			
606 - Achats, fournitures	27 150 €			
61 – Services extérieurs		- Région(s) :		
613 - Locations	8 400 €	PACA	60 000 €	15
616 - Primes d'assurances	1 700 €			
618 - Divers	3 200 €	- Département(s) :		
62 – Autres services extérieurs		Alpes Maritimes	17 000 €	4
		- EPCI		
622 - Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	11 850 €	CASA	35 000 €	9
623 - Publicité, public., relations publiques	4 300 €	NCA		
625 - Déplacements, missions et réceptions	36 690 €	CASA FABLAB	25 000 €	6
626 - Frais postaux et frais de télécom.	470 €	CACPL	13 000 €	3
627 - Services bancaires	550 €			
628 - Divers	8 500 €			
64 Charges de personnel		75 - Autres produits de gestion courante		
641 - Salaires	133 250 €	colisations	130 000 €	33
645 - Charges sociales	50 800 €	77 – Produits exceptionnels		
647 - Autres charges sociales	350 €	sur opérations de gestion	16 360 €	4
648 - Autres charges de personnel	3 000 €	sponsors privés	7 500 €	2
87 – Contributions volontaires en nature		87 – Contributions volontaires en nature		
Bénévolat	70 000 €	Bénévolat	70 000 €	18
Locaux	15 000 €	Locaux	15 000 €	4
Total dépenses (TTC)	388 860 €	Total ressources (TTC)	388 860 €	

J'atteste sur l'honneur l'authenticité des informations mentionnées sur ce document.

Fait à Sophia Antipolis, le 15/10/2020

ASSOCIATION TELECOM VALLEY

Business Pôle, Bât. 1 Entr A

1047 Route des Dolines

06560 SOPHIA ANTIPOLIS

Fix: +33 (0)4.89.86.69.40 www.telecom-valley.fr

Siret 392 373 411 00033 APE 9499Z

Frédéric BOSSARD & Franck LAVAGNA
Présidents

CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE AVEC L'ASSOCIATION RESEAU ENTREPRENDRE COTE D'AZUR

Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Monsieur Jean LEONETTI agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Président conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 19 avril 2021 ;

Ci-après désignée **C.A.S.A.**

ET

L'Association dénommée Association Réseau Entreprendre Côte d'Azur régie par la Loi du 1er juillet 1901, ayant pour but de favoriser par l'action de chefs d'entreprise l'initiative économique, dont le siège social est situé Nice Premium, 61 avenue Simone Veil, 06 200 Nice, représentée par Monsieur Alain GRANDJEAN agissant au lieu et place de l'association en sa qualité de Président, conformément aux statuts de l'association ;

Ci-après désignée **Réseau Entreprendre Côte d'Azur**

EXPOSE

Vu l'arrêté préfectoral en date du 10 décembre 2001 portant création de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, celle-ci exerce, au titre de ses compétences obligatoires, celle liée au développement économique.

Conformément à ses statuts, Réseau Entreprendre Côte d'Azur exerce notamment une mission relative à l'exercice de cette compétence : mission de création d'emplois et de richesses sur le territoire.

La C.A.S.A., dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir cette action.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, Réseau Entreprendre Côte d'Azur s'engage à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule les objectifs suivants :

- La création d'emploi sur le territoire de la CASA / accompagnement des entreprises
- L'animation de l'écosystème
- La contribution au marketing territorial et à la communication de Sophia Antipolis
- L'occupation d'un bureau au Business Pôle
- Participer au développement de projet structurants de la CASA

Les indicateurs de performance quantitatifs et qualitatifs de mesure d'atteinte de ces objectifs sont les suivants :

- Concernant la création d'emploi sur le territoire de la CASA / accompagnement des entreprises :
 - Nombre de projets sur l'année que Réseau Entreprendre a rencontré /projets étudiés en comité d'agrément
 - Liste /nombre de projets accompagnés sur le Département
 - Liste /nombre de projets accompagnés sur le territoire de la CASA et spécifiquement sur Sophia Antipolis
 - Montant des prêts accordés aux entreprises lauréates / Montant accordé aux entreprises lauréates sur le territoire de la CASA et spécifiquement sur Sophia Antipolis
 - Nombre et nom des nouveaux membres RE CA
- Concernant l'animation de l'écosystème :
 - Nombre et liste des animations / événements organisés ou co-organisés par Réseau Entreprendre Côte d'Azur
 - Nombre de participants par événement et typologie des participants
 - Participation de Réseau Entreprendre Côte d'Azur aux événements organisés par la Direction du développement de la Technopole Sophia Antipolis / SYMISA (Syndicat Mixte de Sophia Antipolis)
- Concernant la contribution au marketing territorial et à la communication de Sophia Antipolis
 - L'affichage du logo Sophia Antipolis sur les supports de communication en lien avec l'action subventionnée et sur le site Internet du Réseau Entreprendre Côte d'Azur
 - L'analyse des retombées presse et media de l'ensemble de ces activités : production d'1/2 page d'analyse et transmission des coupures presse en annexe du bilan final de l'opération
 - La contribution au site Internet de Sophia Antipolis par le partage du listing des lauréats, l'ajout des événements organisés par Réseau Entreprendre Côte d'Azur
 - La remontée de sujets ou d'actualités concernant les entreprises lauréates susceptibles de faire l'objet d'articles thématiques dans la presse nationale et/ou spécialisée et qui pourront être relayés via l'agence de presse de la Technopole Sophia-Antipolis.
 - Le référencement du site Internet « www.sophia-antipolis.fr » sur le site Internet du Réseau Entreprendre Côte d'Azur, les publications et la mention des comptes de Sophia Antipolis sur les réseaux sociaux (Twitter et pages Facebook et LinkedIn de la technopole) en lien avec les actions subventionnées.
 - Identifier, au sein des membres du Réseau Entreprendre Côte d'Azur, des startups susceptibles de candidater aux salons professionnels auxquels la CASA participe (Ex : CES Las Vegas, Vivatech...)
- Concernant la participation au développement de projets structurants de la CASA
 - Appui aux équipes de la Direction de la Technopole Sophia Antipolis dans leurs travaux pour mieux identifier les acteurs de l'écosystème, les faire travailler ensemble et contribuer à l'attractivité du territoire

- Participation, sur sollicitation, aux discussions, ateliers et réflexions prospectives sur la programmation du futur Pôle de l'Innovation
- Participation active à la démarche « Horizon Sophia » : implication dans un rôle d'ambassadeur (mobilisateur & animateur), participation aux ateliers débats et aide à la structuration et à l'animation en tant que de besoin.

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement l'association Réseau Entreprendre Côte d'Azur pour la réalisation de ces objectifs.

ARTICLE 2 : DUREE

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire. Elle est conclue pour l'année 2021.

Durant cette période, l'association s'engage à notifier à la C.A.S.A tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.

ARTICLE 3 : DETERMINATION DES CÔUTS DE L'ACTION

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à environ à 526 650 € conformément au budget prévisionnel figurant en annexe (comptes 60 à 68).

L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action.

ARTICLE 4 : ASSURANCE

L'association Réseau Entreprendre Côte d'Azur reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. est de 13 000 €.

Cette subvention sera versée en un seul versement à compter de la date d'exécution de la présente convention.

La subvention sera créditée au compte de l'association Réseau Entreprendre Côte d'Azur par mandat administratif.

ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATION FINALE

6.1 Bilan final

L'Association s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. un bilan de la mise en œuvre des actions avant la fin du 3^e trimestre 2021 (soit le 30 novembre 2021 au plus tard).

Sur la base de ce bilan, la C.A.S.A. procédera conjointement avec l'Association à l'évaluation des conditions de réalisation des actions au cours du dernier trimestre de l'année en cours.

L'évaluation des conditions de réalisation des actions auxquelles la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus et les indicateurs définis à l'article 1, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

L'évaluation positive des actions conditionne le renouvellement de sa participation financière, en tout état de cause par convention expresse.

L'Association invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

6.2 Commission paritaire

En cas de difficulté constatée dans la réalisation de l'action subventionnée, une commission paritaire, entre la C.A.S.A. et l'association, se réunira dans un délai de 2 mois après l'envoi d'une lettre recommandée de l'une des parties faisant état des difficultés. Cette commission devra identifier les difficultés et les éventuelles solutions à mettre en œuvre. Dans les cas où aucune solution ne serait trouvée durant la période de référence de la convention, la C.A.S.A. mettra en œuvre les procédures référencées aux articles 8 et 11.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR

L'association Réseau Entreprendre Côte d'Azur s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.

Plus particulièrement, l'Association Réseau Entreprendre Côte d'Azur remettra chaque année à la C.A.S.A. ses bilans et comptes de résultat ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert-comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.

- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 30 juin au plus tard de l'année 2022. Si Réseau Entreprendre Côte d'Azur est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

ARTICLE 8 : SANCTIONS

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par Réseau Entreprendre Côte d'Azur et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.

Réseau Entreprendre Côte d'Azur s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

La C.A.S.A. se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1^{er}, la C.A.S.A. pourra exiger le reversement des sommes, conformément aux dispositions de l'article 8.

ARTICLE 10 : AVENANTS

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 12 : ELECTION DU DOMICILE

Le tribunal administratif territorialement compétent connaîtra les éventuelles contestations nées de l'application de la présente convention.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le

En deux exemplaires

Pour l'association
Réseau Entreprendre Côte d'Azur
Le Président,

Pour la Communauté d'Agglomération
Sophia Antipolis,
Le Président,

Alain GRANDJEAN

Jean LEONETTI

5. Budget¹ de l'association

Année 2021 ou exercice du 01/01/2021.. au 31/12/2021...

Budget supplémentaire -
demande pluriannuelleSuppression du budget -
demande pluriannuelle

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	3 400	70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	
Achats matières et fournitures	3 000	73 - Dotations et produits de tarification	
Autres fournitures	400	74 - Subventions d'exploitation²	68 000
		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf. 1ère page	
61 - Services extérieurs	6 150		
Locations	5 000		
Entretien et réparation			
Assurance	650	Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation	500		
62 - Autres services extérieurs	35 250	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	23 650		
Publicité, publication			
Déplacements, missions	11 000	Communes, communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires, autres	600	METROPOLE Nice Côte d'Azur	15 000
63 - Impôts et taxes	0	Agglo Cannes Pays Lerins - CAPL	15 000
Impôts et taxes sur rémunération	0	Agglo Sophia Antipolis - CASA	15 000
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel	123 100	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels	85 000	L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales	28 000	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel	10 100	Aides privées (fondation)	23 000
65 - Autres charges de gestion courante		75 - Autres produits de gestion courante	103 000
		756. Cotisations	103 000
		758. Dons manuels - Mécénat	
66 - Charges financières	8 500	76 - Produits financiers	
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements à réaliser sur ressources affectées	250	78 - Reprises sur amortissements et provisions	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés		79 - Transfert de charges	
TOTAL DES CHARGES	176 650	TOTAL DES PRODUITS	171 000
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	5 650

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE³

86 - Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860 - Secours en nature		870 - Bénévolat	350 000
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole	350 000	875 - Dons en nature	
TOTAL	350 000	TOTAL	350 000

¹ Ne pas indiquer les centimes d'euros.² L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs.³ Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n° 99-01, prévoit *a minima* une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité, mais « au pied » du compte de résultat ; voir notice.

CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE AVEC L'ASSOCIATION RECHERCHE ET AVENIR

Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Monsieur Jean LEONETTI agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Président conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 19 avril 2021 ;

Ci-après désignée **C.A.S.A.**

ET

L'Association dénommée Association RECHERCHE ET AVENIR - Association Européenne pour l'Education et la Recherche en Sciences régie par la Loi du 1er juillet 1901, ayant pour but de favoriser la Recherche Publique & Privée, l'Innovation et l'emploi des Diplômés en Sciences, dont le siège social est situé à Cannes, 11 rue Velasquez BP 209 – 06408 Cannes Cedex, représentée par Madame Anne-Laure ROLLET agissant au lieu et place de l'association en sa qualité de Présidente, conformément aux statuts de l'association ;

Ci-après désignée **REA**

EXPOSE

Conformément à l'arrêté préfectoral en date du 10 décembre 2001 portant création de la C.A.S.A., celle-ci exerce, au titre de ses compétences obligatoires, la compétence en matière de développement économique.

L'association Recherche et Avenir (REA) à travers son dispositif « Rapprochement Université Entreprises » (RUE) a pour mission de rapprocher les Laboratoires de Recherche publique et les PME/TPE. Ce dispositif vise à stimuler l'innovation des entreprises grâce aux compétences des laboratoires et à favoriser l'emploi des étudiants et en particulier des jeunes docteurs au sein du tissu économique local.

A cet égard, REA participe à la politique de développement économique en contribuant à l'emploi et au maintien des talents sur le territoire ainsi qu'au soutien à la recherche et à l'innovation en encourageant les projets collaboratifs entre (i) acteurs académiques et de la recherche publique et (ii) entreprises du territoire. Par ailleurs, son workshop annuel met en lumière les acteurs de la recherche et de l'innovation publics et privés locaux et participe ainsi à la valorisation de la recherche et de l'innovation du territoire et à son rayonnement au niveau local et régional.

Dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, la C.A.S.A souhaite soutenir cette action.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, Recherche et Avenir s'engage à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule les objectifs suivants :

1. organiser le workshop 2021 « **Nouvelles révolutions en biologie** » au Business Pôle et un Hackathon avec l'école Polytech Nice à Sophia Antipolis
2. mettre en œuvre le dispositif Recherche Université Entreprises (RUE) sur le territoire de la C.A.S.A. et en particulier auprès des entreprises et laboratoires de Sophia Antipolis pour l'établissement et l'accompagnement de contrats collaboratifs
3. accompagner les Masters, Doctorants et jeunes Docteurs dans leur intégration au monde économique (par exemple en incitant les entreprises à accueillir un doctorant ou en incitant les Masters/Doctorants/Jeunes Docteurs à créer leur propre entreprise innovante)
4. lancer un nouvel axe de développement : la transition écologique des entreprises et laboratoires via des actions d'innovation
5. promouvoir la culture scientifique à travers diverses interventions auprès du grand public et des scolaires
6. contribuer au marketing territorial et à la communication de Sophia Antipolis
7. participer au développement de projet structurants de la CASA, comme la démarche prospective « Horizon Sophia »

Les indicateurs de performance quantitatifs et qualitatifs de mesure d'atteinte de ces objectifs sont les suivants :

1. Concernant le workshop et le Hackathon avec Polytech Nice:
 - le programme et les intervenants avec le détail de leurs laboratoires et entreprises de rattachement et la localisation
 - le nombre de participants à chaque événement
 - la mesure et l'analyse de la satisfaction des intervenants et participants de chaque événement
2. Concernant le dispositif RUE, pour le territoire de la C.A.S.A. :
 - le nombre de réunions de sensibilisation
 - le nombre d'entreprises et de laboratoires impliqués
 - le nombre de rencontres organisées entre laboratoires et entreprises
 - le nombre de partenariats en cours (entre laboratoires et entreprises)
 - les thématiques de recherche abordées en lien avec les filières clés et les technologies clés de la technopole et le nombre de partenariats par thématiques (santé/biotechs, véhicule intelligent et mobilité, yachting et bluetech, sportech, cybersécurité, fintech, proptech, edtechs et IA)
3. Concernant l'accompagnement des Masters, Doctorants et jeunes Docteurs dans les entreprises du territoire de la C.A.S.A. :
 - le nombre de partenariats RUE impliquant un master, jeune doctorant, doctorant, ingénieur
 - le nombre de projets d'alternance, de stages et de doctorats
 - le nombre d'entreprises impliquées
 - le nombre de contrats d'alternance suivis par un montage de Thèse (doctorat)
4. Concernant le nouvel axe de développement sur la transition écologique sur le territoire de la C.A.S.A. :
 - la liste des entreprises identifiées susceptibles de s'inscrire dans le Plan de Transition écologique soutenu par le Gouvernement
 - le nombre d'entreprises impliquées (axes de leur projets définis)
 - le nombre de projets qui peuvent être pris en charge et pris en charge
 - le nombre de partenariat entre entreprises et laboratoires pour lesquels ces actions ont été mises en place ou sont en cours de mise en place
 - de mettre en œuvre des programmes d'enseignement conjoints.
5. Concernant le marketing territorial :
 - L'affichage du logo Sophia Antipolis sur les supports de communication en lien avec l'action subventionnée et sur le site Internet de l'association REA
 - L'analyse des retombées presse et media de l'ensemble de ces activités : production d'1/2 page d'analyse et transmission des coupures presse en annexe du bilan final de l'opération

- La contribution au site Internet Sophia Antipolis par le partage du listing des entreprises accompagnées, l'ajout des événements organisés par REA
 - La remontée de sujets ou d'actualités concernant les projets, innovations, entreprises et laboratoires accompagnés susceptibles de faire l'objet d'articles thématiques dans la presse nationale et/ou spécialisée et qui pourront être relayés via l'agence de presse de la Technopole Sophia-Antipolis.
 - Le référencement du site Internet « www.sophia-antipolis.fr » sur le site Internet de REA, les publications et la mention des comptes de Sophia Antipolis sur les réseaux sociaux (Twitter et pages Facebook et LinkedIn de la technopole) en lien avec les actions subventionnées.
6. Concernant la participation active à la démarche « Horizon Sophia »:
- L'implication dans un rôle d'ambassadeur (mobilisateur & animateur), participation aux ateliers débats et aide à la structuration et à l'animation en tant que de besoin.

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement l'association REA pour la réalisation de ces objectifs.

ARTICLE 2 : DUREE

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire. Elle est conclue au titre de l'année 2021.

Durant cette période, REA s'engage à notifier à la C.A.S.A. tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.

ARTICLE 3 : DETERMINATION DES CÔUTS DE L'ACTION

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à 318 450 € conformément au budget prévisionnel figurant en annexe (comptes 60 à 68).

L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action.

ARTICLE 4 : ASSURANCE

L'association REA reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. est de 10 000 €.

Cette subvention sera versée dans sa totalité à compter de la date d'exécution de la présente convention.

La subvention sera créditée au compte de l'association REA par mandat administratif.

ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATION FINALE

6.1 Bilan final

L'Association s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. un bilan de la mise en œuvre des actions avant le 30 novembre 2021.

Sur la base de ce bilan, la C.A.S.A. procèdera conjointement avec l'Association à l'évaluation des conditions de réalisation des actions au cours du dernier trimestre de l'année en cours.

L'évaluation des conditions de réalisation des actions auxquelles la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus et les indicateurs définis à l'article 1, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

L'évaluation positive des actions conditionne le renouvellement de sa participation financière, en tout état de cause par convention expresse.

L'Association invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

6.2 Commission paritaire

En cas de difficulté constatée dans la réalisation de l'action subventionnée, une commission paritaire, entre la C.A.S.A. et l'association, se réunira dans un délai de 2 mois après l'envoi d'une lettre recommandée de l'une des parties faisant état des difficultés. Cette commission devra identifier les difficultés et les éventuelles solutions à mettre en œuvre. Dans les cas où aucune solution ne serait trouvée durant la période de référence de la convention, la C.A.S.A. mettra en œuvre les procédures référencées aux articles 8 et 11.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR

L'association REA s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.

Plus particulièrement, l'Association REA remettra chaque année à la C.A.S.A. ses bilans et comptes de résultat ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert-comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.

- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 30 juin au plus tard de l'année 2022. Si REA est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

ARTICLE 8 : SANCTIONS

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par REA et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.

REA s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, l'association mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La C.A.S.A. se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1^{er}, la C.A.S.A. pourra exiger le reversement des sommes, conformément aux dispositions de l'article 8.

ARTICLE 10 : AVENANTS

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 12 : ELECTION DU DOMICILE

Le tribunal administratif territorialement compétent connaîtra les éventuelles contestations nées de l'application de la présente convention.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le

En deux exemplaires

Pour l'Association REA,

La Présidente,

Pour la Communauté d'Agglomération

Sophia Antipolis,

Le Président,

Anne-Laure ROLLET

Jean LEONETTI

5. Budget¹ de l'association

Année 2021 ou exercice du au

Budget supplémentaire -
demande pluriannuelleSuppression du budget -
demande pluriannuelle

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	930	70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	19 100
Achats matières et fournitures	300	73 - Dotations et produits de tarification	134 000
Autres fournitures	630	74 - Subventions d'exploitation²	134 000
		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf. 1ère page	
61 - Services extérieurs	4 485	DRRT PACA - CDT	50 000
Locations	4 200		
Entretien et réparation	130		
Assurance	130	Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation	25	Région Sud PACA	40 000
62 - Autres services extérieurs	15 780	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	2 750		
Publicité, publication	1 350		
Déplacements, missions	10 800	Communes, communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires, autres	880	MNCA CASA CAPG CACPL	29 000
63 - Impôts et taxes	0	MTPM CAVEM CADPV	15 000
Impôts et taxes sur rémunération			
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel	264 505	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels	132 000	L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales	95 300	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel	37 205	Aides privées (fondation)	
65 - Autres charges de gestion courante	30 000	75 - Autres produits de gestion courante	1 000
		756. Cotisations	1 000
		758. Dons manuels - Mécénat	
66 - Charges financières		76 - Produits financiers	350
67 - Charges exceptionnelles	2 400	77 - Produits exceptionnels	30 000
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements à réaliser sur ressources affectées	350	78 - Reprises sur amortissements et provisions	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés		79 - Transfert de charges	
TOTAL DES CHARGES	318 450	TOTAL DES PRODUITS	318 450
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE³

86 - Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860 - Secours en nature		870 - Bénévolat	30 000
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services	1 550	871 - Prestations en nature	1 550
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole	30 000	875 - Dons en nature	
TOTAL	31 550	TOTAL	31 550

¹ Ne pas indiquer les centimes d'euros.² L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs.³ Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n° 99-01, prévoit *a minima* une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité, mais « au pied » du compte de résultat ; voir notice.

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 19/04/2021
Numéro : BC_2021_050
Nature : DE - Deliberations
Objet : Soutien au développement territorial et animation -
Réseaux et acteurs de l'accompagnement - Attribution
de subventions
Matière : 7.5 - Subventions
Interlocuteur
Nom : VINCENT Laurence

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : 0eMwxTa

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 22/04/2021
Identifiant : 006-240600585-20210419-BC_2021_050-DE

Acte reçu

Date : 19/04/2021
Numéro interne : BC_2021_050
Code nature : 1
Code matière 1 : 7
Code matière 2 : 5
Objet : Soutien au développement territorial et animation - Réseaux et acteurs de l'accompagnement -
Attribution de subventions
Classification utilisée : 29/08/2019
Document : 99_DE-006-240600585-20210419-BC_2021_050-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 10

99_SE-006-240600585-20210419-BC_2021_050-DE-1-1_2.PDF
99_SE-006-240600585-20210419-BC_2021_050-DE-1-1_3.PDF
99_SE-006-240600585-20210419-BC_2021_050-DE-1-1_4.PDF
99_SE-006-240600585-20210419-BC_2021_050-DE-1-1_5.PDF
99_SE-006-240600585-20210419-BC_2021_050-DE-1-1_6.PDF
99_SE-006-240600585-20210419-BC_2021_050-DE-1-1_7.PDF
99_SE-006-240600585-20210419-BC_2021_050-DE-1-1_8.PDF
99_SE-006-240600585-20210419-BC_2021_050-DE-1-1_9.PDF
99_SE-006-240600585-20210419-BC_2021_050-DE-1-1_10.PDF
99_SE-006-240600585-20210419-BC_2021_050-DE-1-1_11.PDF

N